

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 08 octobre 2025**  
(Convocation du 30 septembre 2025)

Aujourd'hui, le 08 octobre 2025 à 15h15, le collège membres fondateurs dûment convoqué s'est réuni à la salle communale de Barcelonne-du-Gers, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	20
• Voix	20
<b>Présents</b>	
• Nombre	11
• Voix	11
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	12
• Voix	12
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Patricia Beaumont, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier

Étaient excusés et avaient donné procuration :

Mme Nathalie Barrouillet

Étaient excusés :

Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : Paul Carrère



**OBJET : Programme d'actions - Ressource en eau - Programme d'actions 2025 - Ajustement de programme - Fiche n°48bis - Détermination des volumes prélevables de la zone de répartition des eaux du bassin de l'Adour - Modification du coût de l'opération**

**Exposé des motifs :**

L'actualisation de l'étude de détermination des volumes prélevables de la zone de répartition de l'Adour a été confiée à l'EPTB Adour par le Préfet coordinateur de bassin en septembre 2024. Ce travail est mené en étroite collaboration avec les services de l'État, qui participent aux instances ayant défini le cahier des charges de l'opération. Par ailleurs, l'agence de l'eau Adour-Garonne prend en charge l'intégralité des coûts liés à cette étude.

Le marché de l'étude est actuellement en cours de consultation, dans le cadre d'une procédure négociée. Cette démarche a permis d'échanger avec les candidats sur le contenu attendu et sur des propositions de prestations complémentaires destinées à renforcer la robustesse des résultats. Toutefois, la complexité du travail à réaliser, les fortes attentes des services de l'État ainsi que l'absence de références d'études similaires conduisent à devoir compléter les prestations et réévaluer le coût global de l'opération.

Ainsi, le coût initial inscrit dans la fiche programme 48 de l'année 2025, estimé à 450 000 € TTC, apparaît nettement inférieur aux premières offres techniques et financières, qui atteignent jusqu'à 580 000 € TTC tout en ne couvrant pas l'ensemble des prestations demandées (notamment la collecte de données de terrain et la contribution du BRGM). Cette situation conduit à proposer une réévaluation du coût prévisionnel de l'étude à 750 000 € TTC.

Vu la délibération du comité syndicat n°2025\_CS\_09 du 4 avril 2025 introduisant la fiche programme n°48 de l'année 2025,

Considérant les premières offres techniques et financières déposées par les candidats en lice pour la consultation en cours concernant l'étude d'actualisation des volumes prélevables de l'Adour,  
Considérant que ces premières estimations ne comprennent pas de campagnes d'acquisition de données sur le terrain qui feront partie de l'étude,  
Considérant que ces propositions financières n'intègrent pas non plus la possible mobilisation du BRGM dans le cadre de ce travail,

**LE COLLEGE MEMBRES FONDATEURS**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- de rapporter la fiche programme n°48 du programme d'actions 2025,
- d'approuver le contenu de la fiche n°48 bis intervenant en remplacement et portant le coût de l'opération à 750 000 € TTC,
- d'autoriser le président à solliciter le financement auprès de l'agence de l'eau Adour-Garonne,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



## **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 octobre 2025 à Barcelonne-du-Gers,

Le Président,  
Paul CARRÈRE

## FICHE DE PROPOSITION n° 48bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

### Type d'opération :

Ressource en eau

### Intitulé de l'opération :

Détermination des volumes prélevables de la zone de répartition des eaux du bassin de l'Adour

### Zone d'influence :

Zone de répartition des eaux du bassin de l'Adour

### Description de l'opération :

#### *Origine*

L'Adour a connu un important développement des usages de l'eau, notamment en agriculture, à partir des années 1980. Cette augmentation de la pression sur la ressource disponible s'est accompagnée d'une stratégie territoriale visant à développer des ouvrages permettant le soutien d'étiage. Ces infrastructures compensent, en tout ou en partie, les prélèvements effectués en aval afin de préserver la satisfaction des besoins des autres usages ainsi que la préservation des milieux aquatiques.

Cependant, une partie du bassin versant de l'Adour est classée depuis 1994 en zone de répartition des eaux (ZRE). Une ZRE désigne une zone incluant des bassins, sous-bassins, systèmes aquifères ou fractions de ceux-ci, caractérisée par une insuffisance, non exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Le bassin amont de l'Adour, en amont de la confluence avec les Gaves, est concerné par cette classification, qui couvre plus de 9 380 km<sup>2</sup> du territoire.

Pour atteindre le bon état des masses d'eau requis par la directive cadre sur l'eau, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 stipule que les bassins versants situés en ZRE, ou considérés comme en déséquilibre quantitatif, doivent faire l'objet de mesures visant à gérer les prélèvements qui pèsent sur la ressource naturelle, en particulier pendant les périodes d'étiage.

Les deux axes principaux proposés pour réduire ces déséquilibres sont :

1. la création d'organismes uniques de gestion des prélèvements d'irrigation.
2. la détermination de volumes maximaux prélevables dans les ressources en eau, afin de respecter, en moyenne, 8 années sur 10, les objectifs de débit définis pour les territoires concernés.

En 2009, l'agence de l'eau Adour-Garonne a piloté la première étude de détermination des volumes prélevables, dont les résultats servent encore de référence à ce jour.

En 15 ans, les usages de l'eau ont évolué, et les connaissances sur les prélèvements ainsi que sur les ressources disponibles se sont considérablement affinées. Une part importante des prélèvements s'appuie désormais sur des nappes alluviales dans certains secteurs. Or, la prise en compte de ces prélèvements dans l'étude de 2009 présente des lacunes au regard des connaissances actuelles sur



les aquifères concernés. Ce constat justifie à lui seul la nécessité d'actualiser l'analyse de détermination des volumes prélevables.

En septembre 2024, le préfet coordinateur de bassin Adour-Garonne a sollicité l'EPTB Adour afin qu'il porte cette étude en lien étroit avec les services de l'Etat.

**Buts et contenu :**

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- Évaluer la quantité d'eau disponible dans le bassin hydrographique de manière saisonnière et annuelle, tout en tenant compte des fluctuations interannuelles.  
*Cette partie devra également servir à requestionner les valeurs de débits objectifs d'étiage actuellement en vigueur et pourra déboucher, le cas échéant, sur la redéfinition de ces dernières (tranche optionnelle).*
- Analyser les besoins en eau des différents secteurs (agriculture, industrie, usage domestique, loisirs) et proposer des stratégies pour la répartition des volumes prélevables en prenant en compte la dynamique de prélèvement des usages au cours de la saison d'étiage.
- Déterminer les volumes d'eau qui peuvent être prélevés tout en assurant le respect des débits objectifs retenus par le COPIL. Ces volumes devront être définis par usage et par territoire pour la période de basses-eaux uniquement.

Cette opération sera traitée comptablement sous la forme d'une opération sous mandat.

**Interventions antérieures :**

Etude similaire antérieure portée par l'agence de l'eau Adour-Garonne en 2009.

**Maître d'ouvrage :**

Institution Adour

**Echéance - Délais :**

30 mois

**Coût de l'opération : 750 000 € TTC (dont tranche optionnelle de redéfinition de débits objectifs d'étiage).**

**Plan de financement prévisionnel :**

Le coût de l'étude est intégralement pris en charge par l'agence de l'eau Adour-Garonne (100 % des coûts TTC).





Plan de situation :

